

Rapport du Secrétaire Général au Conseil de Sécurité
Sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le
Sahel (UNOWAS), 1 Juillet – 31 Décembre 2016

Par Mohamed Ibn Chambas
Représentant Spécial du Secrétaire-Général et Chef d'UNOWAS
New York, 13 janvier 2017

Monsieur le Président, Distingués membres du Conseil,

1. C'est un honneur pour moi de me retrouver devant cette auguste assemblée, pour une mise à jour de la situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel. En complément au rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel au cours de la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2016, je voudrais vous informer des récents développements et tendances et de leur impact dans la région.

2. Pour commencer, je voudrais souligner que beaucoup de progrès ont été réalisés depuis notre dernière rencontre en juillet 2016. Notamment, les citoyennes et citoyens de la région ont démontré leur maturité et leur volonté d'exercer librement et pacifiquement leur droit de choisir leurs dirigeants. Je veux citer pour exemple le Cap-Vert et le Ghana, qui ont mené à bien des élections présidentielles, dans le strict respect des normes et standards en la matière, confirmant leur statut de modèle dans la région, et au-delà.

M. le Président, Distingués Membres du Conseil,

3. Le 1^{er} décembre, les électeurs ont attendu patiemment leur tour pour voter lors de l'élection présidentielle en Gambie, qui a eu lieu dans un contexte où des membres de l'opposition étaient en prison et les réseaux de communication étaient coupés. J'ai partagé la joie de plusieurs, témoins de l'annonce des résultats par la Commission électorale indépendante et du discours de concession prononcé par le Président Yahya Jammeh le 2 décembre. A l'inverse, nous avons été attristés par la crise politique qui a rapidement pris le dessus, le président Jammeh ayant changé d'avis et ayant décidé de rejeter les résultats en invoquant des irrégularités, en demandant de nouvelles élections qui devraient être gérées par une nouvelle commission électorale indépendante et en déposant une pétition visant à invalider Les résultats des résultats du 1^{er} décembre.

4. Le 13 décembre, j'ai participé à la mission des chefs d'État de la CEDEAO en Gambie et, depuis lors, je facilite les échanges et les négociations visant à assurer un transfert pacifique du

pouvoir du président sortant au président élu Barrow. Le 17 décembre, à la 50^{ème} session ordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, la CEDEAO a accepté de confirmer les résultats des élections du 1^{er} décembre et a décidé de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire appliquer ces résultats. UNOWAS participe pleinement au soutien de la médiation dirigée par la CEDEAO, qui continue d'explorer toutes les voies vers un transfert pacifique du pouvoir. Une délégation de haut niveau est revenue à Banjul aujourd'hui, le 13 janvier, dans le but de persuader le président Jammeh de respecter les résultats des élections et de se retirer. Ils ont l'intention de ne laisser aucun doute sur la détermination de la CEDEAO à utiliser tous les moyens nécessaires, y compris la force, pour faire respecter la volonté du peuple gambien. Si cela est jugé nécessaire, la CEDEAO a l'intention de demander l'approbation de la Commission de paix et sécurité de l'Union Africaine et l'approbation formelle de ce Conseil pour déployer des troupes en Gambie.

M. le Président, Distingués Membres du Conseil,

5. Malgré une période préélectorale qui a été parfois marquée par de fortes tensions politiques, le peuple ghanéen a honoré sa réputation de tenir des élections qui servent d'inspiration à la montée de la démocratie sur tout le continent africain. Je salue le président sortant John Dramani Mahama pour son acceptation gracieuse des résultats, et je félicite le président Nana Addo Dankwa Akufo-Addo pour sa victoire. Bien que le mérite revienne à la population de l'Afrique de l'Ouest, je voudrais également remercier les partenaires régionaux et internationaux du pays qui ont accompagné ces étapes importantes.

M. le Président, Distingués Membres du Conseil,

6. En Guinée, nous craignons que les élections locales, qui devraient avoir lieu en février 2017, conformément aux termes de l'accord politique du 12 octobre, soient reportées. Il y a encore un manque de consensus entre le parti au pouvoir et l'opposition, concernant le système de scrutin. En outre, les amendements au code électoral, qui sont nécessaires pour tenir les élections en février 2017, n'ont pas été adoptés lors de la récente session parlementaire. En fait, les députés de l'opposition se sont retirés de l'Assemblée nationale le dernier jour de cette session, menaçant de reprendre les manifestations de rue. UNOWAS continuera de faire participer les parties prenantes guinéennes à l'exigence de mettre en œuvre les dispositions de l'accord du 12 octobre.

7. Ailleurs dans la région, un certain nombre de pays s'efforcent de mettre à jour leurs constitutions et de jeter les bases d'une société prospère, cohésive et démocratique. Conformément à la vision de la CEDEAO de passer d'une «CEDEAO d'États» à une «CEDEAO de personnes», l'UNOWAS continue d'encourager ces efforts à se faire dans un esprit de dialogue et de participation.

M. le Président, Distingués Membres du Conseil,

8. Au cours de la période concernée, plusieurs parents au Nigeria ont retrouvé leurs filles, qui avaient été capturées par Boko Haram, dans la ville de Chibok, au nord-est, il y a deux ans. Des efforts accrus sont en cours pour libérer davantage d'enfants enlevés. Plusieurs centaines de terroristes se sont aussi rendus collectivement aux autorités, en partie, en raison des efforts

concertés des pays qui fournissent des contingents et des partenaires qui appuient la Force multinationale conjointe.

9. Au même moment, les attaques du groupe sont devenues plus fréquentes récemment, perturbant le retour des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Avec de nouvelles régions libérées, l'ampleur de la tragédie est d'autant plus visible. Des centaines de milliers d'enfants souffrent de malnutrition sévère et peuvent souffrir de famine. Alors que l'ONU a accru la fourniture d'aide humanitaire aux pays du bassin du lac Tchad, et en particulier à l'État de Borno, au Nigeria et à la province de Diffa, au Niger, je crains que le plan d'intervention humanitaire nigérian reste financé à moins de 37%. Vous conviendrez que nous pouvons et devons mieux faire.

M. le Président, Distingués Membres du Conseil,

10. En plus des demandes internes de plus en plus exigeantes pour que les dividendes de la paix se concrétisent, je demande aux partenaires de soutenir la consolidation démocratique et économique du Burkina Faso, qui se trouve au sein d'un environnement régional de sécurité volatile. Notre objectif est de veiller à ce que les sociétés sortant d'un conflit ne retombent pas en crise, ce qui nuit à la consolidation de la paix et aux acquis démocratiques. Le vendredi dernier 6 janvier, dans la Côte d'Ivoire voisine, il était inquiétant de voir des anciens combattants intégrés dans les forces armées tenter de prendre le contrôle de la localité de Bouaké en raison des griefs liés à la rémunération.

M. le Président, Distingués Membres du Conseil,

11. Dans l'avenir, UNOWAS contribuera avec enthousiasme à la mise en œuvre de votre Résolution 2282 (2016) et de la Résolution de l'Assemblée générale sur le maintien de la paix. Mon Bureau est un membre actif du Groupe de travail inter-organisations sur le maintien de la paix au Burkina Faso et contribue à l'élaboration de la stratégie de maintien de la paix dans ce pays pilote. Mes bons offices et le soutien technique de l'UNOWAS continueront à appuyer cette approche holistique des Nations Unies au Burkina Faso et dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel.

12. Mon Bureau apportera également son soutien à des questions liées à la stabilisation régionale, notamment par le biais de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel. Comme les membres le savent, l'examen de cette Stratégie intégrée, que vous aviez mandaté, a été achevé à la fin de l'année dernière. En examinant de façon critique les défis de la coordination face à un environnement de mise en œuvre changeant, nous demeurons déterminés à promouvoir et à coordonner une approche holistique qui s'attaque aux causes profondes de la précarité, de l'exclusion et de l'insécurité.

13. Conformément aux recommandations du rapport du Groupe d'experts indépendants de haut niveau sur les opérations de paix, le rapport du Secrétaire général sur l'avenir des opérations de paix des Nations Unies et le rapport de l'Examen de la consolidation de la paix des Nations Unies, nous continuerons à renforcer notre collaboration avec les partenaires régionaux et sous-régionaux. Pour ne citer que quelques exemples, nous avons intensifié notre partenariat avec le G-5 au Sahel, notamment en facilitant la coopération avec le Groupe de travail sur la lutte contre

le terrorisme et en appuyant la Cellule régionale G5 sur la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

14. En appui à la Stratégie de sécurité transfrontalière de l'Union du fleuve Mano, nous avons facilité des plates-formes où les représentants des unités communes de sécurité et de confiance en matière de sécurité ont échangé des expériences afin de renforcer la sécurité et la coopération, Et d'autres acteurs communautaires. Il ne s'agit là que d'un exemple d'approche inclusive qui permet de travailler ensemble entre les institutions. À cet égard, j'invite les États membres de l'Union du fleuve Mano, ainsi que la communauté internationale dans son ensemble, à fournir les ressources minimales nécessaires au maintien et à l'expansion des opérations des unités.

M. le Président, Distingués Membres du Conseil,

15. L'UNOWAS collabore étroitement avec les autres missions des Nations Unies dans la région et, dans le contexte de la réduction des missions en Côte d'Ivoire (UNOCI) et au Liberia (UNMIL), nous intensifions notre collaboration et le partage de l'information au niveau du leadership et et au niveau technique.

16. Avant de conclure, Monsieur le Président, permettez-moi de mentionner que la Commission Mixte Cameroun-Nigéria a continué d'installer des piliers pour la délimitation définitive de la frontière entre ces deux pays, accompagnée de mesures de renforcement confiance des deux côtés de la frontière. La Commission mixte demeure un brillant exemple de ce que l'engagement à long terme et la coopération efficace peuvent apporter.

M. le Président, Distingués Membres du Conseil,

17. Soyez assurés que mon Bureau redoublera d'efforts pour prévenir les conflits et maintenir la paix en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Je vous remercie de votre attention.

Fin.